

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°20-DRCTAJ/1- 451
portant création de secteurs d'information sur les sols sur le territoire
de la communauté d'agglomération Les-Sables-Agglomération

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L.556-2, L.125-6 et L.125-7, R.125-41 à R.125-47 ;
- Vu** l'article 173 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de secteurs d'information sur les sols ;
- Vu** le décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux articles L.125-6 et L.125-7 du code de l'environnement précisant les modalités de mise en œuvre des secteurs d'information sur les sols ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 20 janvier 2020 proposant la création de secteurs d'information sur les sols sur les communes des Sables d'Olonne et d'Olonne-sur-Mer ;
- Vu** l'absence d'avis de la commune des Sables d'Olonne ;
- Vu** l'absence d'avis de la commune d'Olonne-sur-Mer ;
- Vu** l'absence d'avis de la communauté d'agglomération Les-Sables-Agglomération ;
- Vu** l'information des propriétaires concernés par le projet de création de secteurs d'information sur les sols par courriers du 26 septembre 2019 ;
- Vu** les observations du public recueillies entre le 1^{er} octobre 2019 et le 3 novembre 2019, puis entre le 25 novembre 2019 et le 12 janvier 2020 ;
- Vu** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 13 février 2020 ;
- Considérant** que les activités exercées par les agences clientèle et d'exploitation d'EDF-GDF (ex usine à gaz) aux Sables d'Olonne et l'ancien garage BILLAUD à Olonne-sur-Mer sont à l'origine de pollution des sols et/ou des eaux souterraines ;
- Considérant** qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'Etat sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage des sols ;

ARRÊTE :

Article 1 – Généralités

Conformément à l'article R.125-45 du code de l'environnement, les secteurs d'information des sols (SIS) suivants sont créés :

- SIS n°85SIS10813 relatif aux sites des agences clientèle et d'exploitation EDF-GDF (ex-usine à gaz) aux Sables d'Olonne
- SIS n°85SIS11616 relatif au site de l'ancien garage BILLAUD à Olonne-sur-Mer.

Ces secteurs d'informations des sols sont annexés au présent arrêté préfectoral.

Article 2 – Urbanisme

Les secteurs d'information des sols mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site Internet <http://www.georisques.gouv.fr>.

Les fiches des secteurs d'information sur les sols définis par le présent arrêté sont annexées au plan local d'urbanisme ou au document d'urbanisme en vigueur des communes des Sables d'Olonne et d'Olonne-sur-Mer.

Article 3 – Notification

Conformément à l'article R.125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié au maire des communes des Sables d'Olonne et d'Olonne-sur-Mer et au président de la communauté d'agglomération Les-Sables-Agglomération compétent en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale dont le territoire comprend des secteurs d'information sur les sols mentionnés à l'article 1.

Article 4 – Publicité

Le présent arrêté est affiché pendant un mois au siège des mairies des Sables d'Olonne et d'Olonne-sur-Mer et au siège de la communauté d'agglomération Les-Sables-Agglomération.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de la Vendée.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1) dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr>.

Article 6 – Application

Le secrétaire général de la préfecture de Vendée, le maire des Sables d'Olonne, le maire d'Olonne-sur-Mer, le président de la communauté d'agglomération Les-Sables-Agglomération, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche sur Yon, le **10 JUIL. 2020**

Le préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT